



Une conjoncture alsacienne toujours sans ressort

Au troisième trimestre 2014, l'économie alsacienne n'a pas tiré bénéfice d'une croissance nationale meilleure que prévue (+ 0,3 %) mais restée modeste en zone euro.

En particulier, l'emploi reste en recul avec une perte de 1 800 emplois sur ce trimestre. Tous les secteurs sont touchés, y compris l'emploi intérimaire malgré sa bonne tenue depuis début 2013. Le chômage continue sa progression, chez les jeunes mais surtout chez les seniors bien que les offres d'emploi soient plus nombreuses.

Les nouveaux chantiers de construction sont orientés à la baisse depuis onze trimestres consécutifs, mais les autorisations de construire sont en nette hausse.

L'été touristique a été satisfaisant en Alsace, favorisé par une météo plus clémente que dans d'autres régions. La création d'entreprises est en repli pour le deuxième trimestre consécutif mais le nombre de défaillances diminue.

Corinne Challand, Marie-José Durr, Michaël Karleskind, Marie-Laure Kayali, Philippe Marchet, Insee

Rédaction achevée le 26 janvier 2015

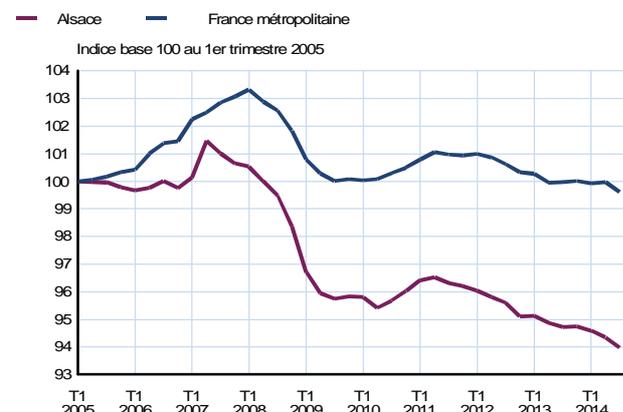
La dégradation de l'emploi salarié marchand se poursuit

L'emploi salarié marchand non agricole recule de 0,4 % au troisième trimestre 2014 en Alsace, soit une perte de 1 800 emplois (*figure 1*). Cette baisse est la troisième consécutive et atteint 0,8 % sur un an, soit un repli de 3 700 emplois. Les destructions d'emplois sont plus importantes dans le Haut-Rhin (- 0,6 %) que dans le Bas-Rhin (- 0,2 %). En France métropolitaine, la dégradation de l'emploi est du même niveau que dans la région sur un trimestre, mais moindre sur un an (- 0,4 %).

Aucun grand secteur n'est épargné

Au troisième trimestre 2014, tous les secteurs d'activité perdent des emplois (*figure 2*). La plus forte diminution concerne l'intérim (- 6,2 %), mais celui-ci progresse sur un an (+ 0,2 %) (*figure 3*). Les secteurs déjà très touchés de la construction et surtout de l'industrie continuent à se contracter. Dans la construction, l'emploi régresse de 1,5 % ce trimestre et de 3,0 % sur un an. Dans l'industrie, il fléchit de 0,3 % ce trimestre et de 1,4 % sur un an.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

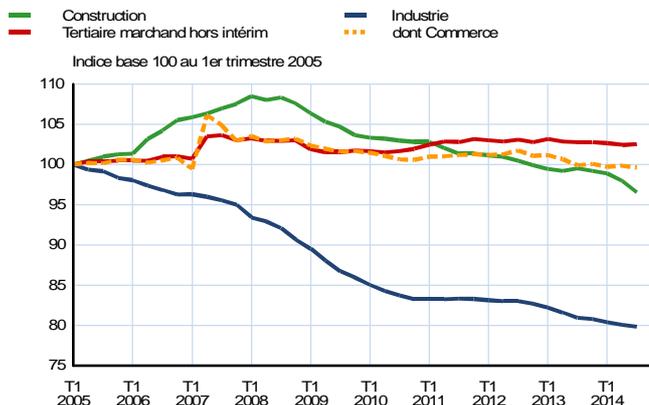


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

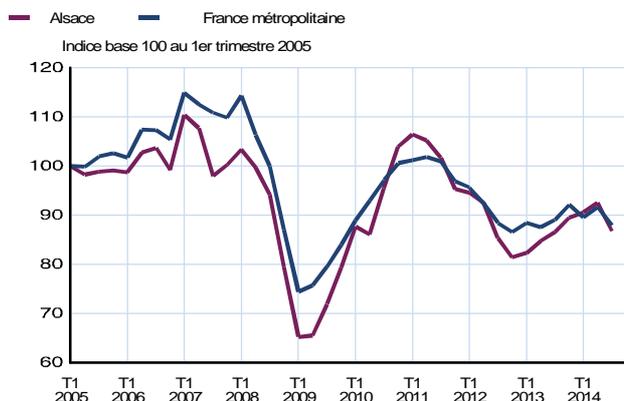
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Alsace



3 Évolution de l'emploi intérimaire



Aggravation du chômage malgré davantage d'offres d'emploi

Avec un taux de 9,2 %, le chômage a augmenté de 0,3 point en Alsace au troisième trimestre 2014, soit un peu plus qu'en France métropolitaine (+ 0,2 point). Sur un an, le chômage est néanmoins resté stable au niveau régional comme au niveau national (figure 4). Les deux départements alsaciens suivent la même tendance sur le trimestre : + 0,3 point dans le Bas-Rhin et + 0,2 point dans le Haut-Rhin. L'écart du taux de chômage entre les deux départements se réduit pour le troisième trimestre consécutif et atteint 1,0 point.

La hausse concerne toutes les zones d'emploi, de 0,3 point dans les zones de Strasbourg et de Haguenau à 0,1 point dans celles de Sélestat, Molsheim-Obernai, Saverne et Wissembourg.

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Wissembourg reste au niveau le plus modéré (6,2 %) alors que le plus important, celui de la zone d'emploi de Mulhouse, s'élève à 11,3 %.

À la fin du mois de septembre 2014, 140 610 personnes sont inscrites sur les listes de Pôle emploi, dont 95 570 n'ont exercé aucune activité au cours du dernier mois. Ces demandeurs de catégorie A sont un peu moins nombreux que le trimestre précédent (- 0,6 %), mais l'ensemble des demandeurs d'emploi est en progression de 1,2 %.

Le chômage des jeunes augmente de 2,4 % dans le Haut-Rhin et diminue légèrement dans le Bas-Rhin (- 0,3 %). Au niveau régional, le nombre de jeunes chômeurs régresse sur un an de 1,1 %, alors que celui des seniors progresse de 11,2 %.

60 300 demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an, soit + 1,4 % par rapport au trimestre précédent. Ils représentent 43 % des demandeurs d'emploi, autant qu'au niveau métropolitain. Près de 18 160 offres d'emploi ont été proposées au cours du trimestre, ce qui représente une progression importante de 4,5 % pour le trimestre et de 7,9 % sur un an. C'est nettement plus qu'au

plan national qui subit une baisse des offres d'emploi de 0,5 % sur un an.

4 Taux de chômage



Reprise confirmée des autorisations de construction

En Alsace, le nombre de logements autorisés à la construction entre octobre 2013 et septembre 2014 atteint 13 200, soit 25,8 % de plus par rapport au cumul annuel observé trois mois plus tôt (figure 5). Cette nette hausse confirme l'embellie du trimestre précédent qui faisait suite à dix trimestres de baisse consécutifs. Elle est plus marquée dans l'habitat collectif (+ 31,6 %) que dans l'habitat individuel (+ 15,3 %). Sur un an, le cumul des permis de construire repart aussi à la hausse (+ 22,4 %) après neuf trimestres consécutifs de baisse. En revanche, cette hausse ne concerne que le Bas-Rhin (+ 54,6 %), le nombre d'autorisations diminuant dans le Haut-Rhin (- 11,8 %). En France métropolitaine, la reprise se fait attendre, le nombre de permis de construire n'augmentant que de 0,8 % sur un trimestre et reculant toujours de 13,1 % sur un an.

Sur un an, à partir d'octobre 2013, 8 350 logements ont été mis en chantier en Alsace, soit 12,9 % de plus par rapport au cumul annuel mesuré trois mois plus tôt (figure 6). Mais par rapport au cumul annuel mesuré il y a un an, les nouveaux chantiers sont toujours à la baisse de 4,5 %, en recul depuis onze trimestres consécutifs. Cette baisse ne concerne que le Bas-Rhin (- 11,8 %), tandis que dans le Haut-Rhin, le nombre de logements commencés progresse depuis quatre trimestres consécutifs (+ 7,2 %). En France métropolitaine, le nombre de mises en chantier recule de 1,0 % sur un trimestre et de 12,1 % sur un an.

La surface de locaux non résidentiels autorisés à la construction est en hausse. Entre octobre 2013 et septembre 2014, le cumul de permis de construire progresse de 11,0 % par rapport au cumul annuel mesuré trois mois plus tôt. Sur un an, ce cumul progresse de 20,3 %. Sur la même période, la surface de locaux commencés augmente de 8,3 % sur un trimestre et de 3,3 % sur un an.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois. Le dernier mois représenté est le mois de novembre 2014.
Source : SOeS, Sit@del2.

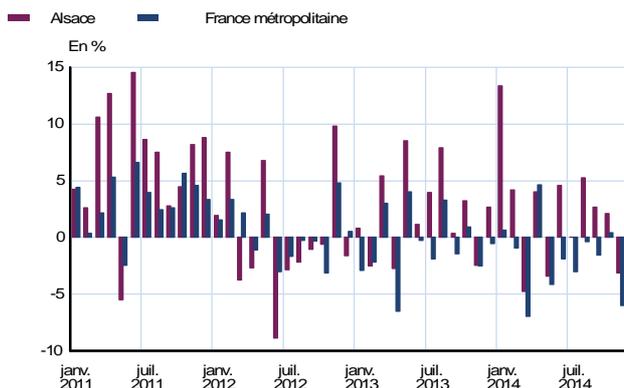
Un été touristique meilleur que dans le reste de la France

Les trois mois d'été ont été plus ensoleillés en Alsace que dans bien des régions. Les nuitées dans l'hôtellerie ont connu une hausse globale, avec une stabilité en juillet par rapport à juillet 2013, + 5,2 % en août et + 2,7 % en septembre (figure 7). Les résultats en France métropolitaine sont en revanche systématiquement en baisse aux mêmes périodes (respectivement - 3,0 %, - 0,3 % et - 1,5 %). Nuitées françaises et nuitées étrangères ont connu des progressions similaires (+ 2,8 % et + 2,7 %).

Le troisième trimestre 2014 comptabilise deux millions de nuitées, dont la moitié est due à la clientèle étrangère. La durée moyenne de séjour s'élève à 1,7 jour. Elle est identique pour les étrangers et pour les Français. La catégorie d'hôtel qui attire le plus de clientèle est celle des trois étoiles. La clientèle des quatre et cinq étoiles est majoritairement composée d'étrangers. Les nuitées des ressortissants d'Asie-Océanie et du Proche et Moyen-Orient continuent de progresser fortement (+ 20,5 % et + 36,7 %) tandis que celles des Italiens, Russes et Belges sont en léger recul.

Seule la zone du Massif des Vosges est en retrait par rapport à l'été 2013 (- 2,2 %). La Plaine d'Alsace voit le nombre de nuitées se stabiliser, tandis que Colmar, Mulhouse et le vignoble, ayant attiré davantage de Français, sont en légère progression. Strasbourg connaît un bond de 5,9 %, surtout auprès des étrangers (+ 10,2 %).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



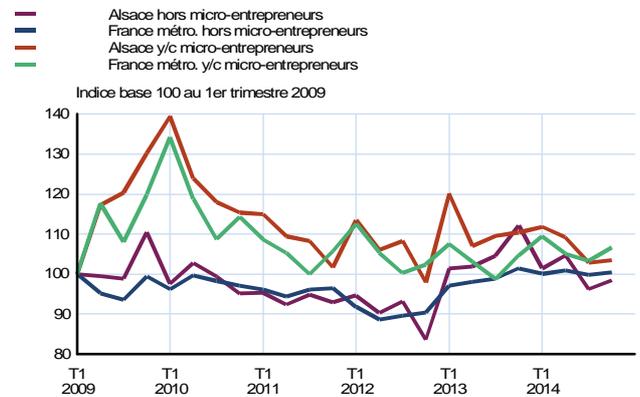
Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétroplacées.
Le dernier mois représenté est le mois de novembre 2014.
Sources : Insee ; DGE, partenaires régionaux.

Une baisse des créations d'entreprises plus marquée qu'en métropole

En Alsace, 3 104 entreprises ont été créées au troisième trimestre 2014, en données CVS, en recul de 5,9 % par rapport au trimestre précédent (figure 8). Cette deuxième baisse consécutive est plus marquée pour les créations dites « classiques » (- 8,1 %), le nombre

de nouveaux micro-entrepreneurs reculant de 3,8 %. En données brutes, les immatriculations d'entreprises reculent dans les deux départements, de manière plus nette dans le Haut-Rhin (- 9,5 %) que dans le Bas-Rhin (- 5,4 %). Dans la région, les secteurs d'activité qui contribuent le plus à la baisse des créations d'entreprises sont la construction (- 24,1 %), le commerce (- 16,2 %) et les services aux entreprises (- 11,5 %). En revanche, le nombre de créations d'entreprises augmente fortement dans le secteur de la santé et de l'action sociale (+ 36,9 %) et dans l'enseignement (+ 32,5 %). En France métropolitaine, la baisse des créations d'entreprises est moins importante que dans la région (- 1,7 %).

8 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

« Micro-entrepreneurs » se substitue à « auto-entrepreneurs »

Depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions définies par la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entreprise. En particulier, le terme de micro-entrepreneurs se substitue à celui d'auto-entrepreneurs.

Repli des défaillances d'entreprises

Le nombre de défaillances d'entreprises atteint 1 640 entre octobre 2013 et septembre 2014. Par rapport au cumul annuel observé trois mois auparavant, il recule de 3,1 % (figure 9). Cette baisse fait suite à deux trimestres de hausse consécutifs. En France métropolitaine, le repli est moins important (- 0,4 %). Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprises progresse de 4,3 % dans la région. En France métropolitaine, la hausse sur un an n'est que de 0,3 %. Cette hausse ne concerne que le Bas-Rhin (+ 9,2 %), le nombre de défaillances d'entreprises reculant dans le Haut-Rhin (- 3,3 %).

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 12 novembre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben.

Atonie de la croissance allemande

La croissance allemande progresse peu au troisième trimestre 2014 (+ 0,1 %), après un léger recul observé au deuxième trimestre (- 0,1 %). La consommation des ménages (+ 0,7 %) et les dépenses publiques

(+ 0,6 %), plutôt dynamiques, en constituent pourtant les principaux moteurs. Le solde commercial excédentaire soutient également l'activité pour 0,7 point. Comparées au trimestre précédent, les exportations de biens et services progressent de 1,9 %, et les importations de 1,7 %. Sur un an, les exportations sont en hausse de 4,8 % et les importations de 3,6 %. En revanche, les investissements ralentissent, principalement en matière d'équipements (machines et automobiles). Par rapport au deuxième trimestre, ils reculent de 2,3 % dans ce secteur et de 0,3 % dans la construction.

Le nombre d'actifs au lieu de travail augmente de 384 000 personnes (+ 0,9 %) sur un an et de 279 000 (+ 0,7 %) sur un trimestre pour atteindre un total de 42,9 millions. Les effectifs sont en hausse dans les services aux entreprises (+ 1,6 % sur un an), le commerce, les transports et la restauration (+ 1,1 %), les services de la santé et de l'éducation (+ 1,0 %) et plus faiblement dans le BTP (+ 0,6 %) et dans l'industrie (+ 0,4 %). Fin septembre, le taux de chômage allemand au sens du Bureau International du Travail (BIT) atteint 5,0 %, contre 5,2 % un an plus tôt.

Après une croissance soutenue de + 3,0 % au début de l'année 2014 dans le Bade-Wurtemberg, le PIB ne progresse que de 1,2 % entre les troisièmes trimestres 2013 et 2014, porté par les exportations et sa bonne performance industrielle, malgré un léger recul trimestriel de la production de l'industrie (- 0,2 %). En septembre, l'industrie emploie 1,11 million de salariés, soit + 1,1 % sur un an. Le chômage concerne 4,0 % de la population active au troisième trimestre 2014, comme un an auparavant.

En Rhénanie-Palatinat, le nombre d'emplois industriels est de 253 600 en septembre 2014, soit + 1,4 % par rapport à septembre 2013, avec un chiffre d'affaires en hausse de 1,6 %. La progression des effectifs est sensible dans la branche pharmaceutique (+ 5,3 %) et dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et

optiques (+ 4,3 %). En revanche, l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux perd 5,8 % de ses salariés sur un an. L'indice des entrées de commande dans l'industrie décroît de 8,9 % entre septembre 2013 et 2014, principalement en raison du recul de la demande intérieure (- 15,3 %). Dans le même temps, la production industrielle est en repli de 2 %. Les exportations restent dynamiques (+ 2,8 % sur un an) et les importations rebondissent (+ 4,2 %). En septembre 2014, le taux de chômage est de 5,2 %, comme en septembre 2013.

Une économie suisse toujours sereine

En Suisse, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent, tiré par les dépenses publiques et des ménages. La bonne performance des exportations de marchandises (+ 2,8 %) contribue également à la croissance, alors que les importations sont plus contenues (+ 1,0 %). Dans le même temps, les investissements augmentent aussi bien dans la construction (+ 0,8 %) que dans les biens d'équipement (+ 0,3 %). Comparée au troisième trimestre 2013, la production industrielle baisse de 0,4 % et les chiffres d'affaires de 1,0 %.

La Suisse compte 4,925 millions d'actifs occupés au troisième trimestre 2014, soit une hausse de 1,7 % sur un an. La Suisse du Nord-Ouest, qui comprend les trois cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Argovie, occupe en moyenne 672 000 actifs (+ 0,8 %). La hausse des frontaliers de nationalité étrangère travaillant en Suisse, dont 52 % venant de France, se poursuit et atteint 4,0 %. Ceux résidant en Alsace sont aussi plus nombreux avec des hausses de 2,6 %, et de 2,7 % vers les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. Le taux de chômage suisse au sens du Bureau International du Travail (BIT) est de 4,8 % au troisième trimestre 2014 contre 4,7 % un an auparavant. ■

Les freins se desserrent un peu

Au troisième trimestre 2014, l'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au quatrième trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au premier semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,6 % mi-2015.

Légère embellie en zone euro

Au troisième trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Insee Alsace

Cité Administrative
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :
Joël Creusat

Rédacteur en chef :
Jacques Marty

ISSN 2416-7975
@ Insee 2015

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de décembre 2014 « Les freins se desserrent un peu »
www.insee.fr/fr/thèmes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture



Insee
Mesurer pour comprendre